



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 JAN. 2022
pris à l'encontre de la société IDOINE LESCOUT,
dont le siège social est situé**

**484 chemin des Vignes, sur le territoire de la commune de LESCOUT
de respecter les prescriptions applicables aux activités de stockage, de récupération de
déchets métalliques et de métaux ainsi de dépollution et de démontage de véhicules hors
d'usage exploitées à la même adresse.**

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 521-17, L. 521-18 ;
- Vu** le décret du président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2012 relatif à l'actualisation des prescriptions de l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 concernant les conditions d'exploitation de l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 30 avril 2021 autorisant la société IDOINE LESCOUT à succéder à la société CODINA et Fils dans l'exploitation d'une unité de stockage, de récupération de déchets métalliques et de métaux ainsi qu'une unité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, située 484 chemin des Vignes sur le territoire de la commune de LESCOUT ;
- Vu** l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018 susvisé qui dispose : « *L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :*
 - *2 appareils d'incendie (bouche ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. et ayant chacun un débit de 60 m³ / h. Tout point du site est situé à moins de 200 m d'un appareil incendie,*

• À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³ / h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ».

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 décembre 2021 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 6 décembre 2021, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 décembre 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 6 décembre 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- lors de l'incendie du 2 décembre 2021 la réserve d'eau incendie de 60 m³ de l'établissement était vide ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 2 des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 et de l'article L. 521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IDOINE LESCOUT de respecter les dispositions de l'article susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société IDOINE LESCOUT exploitant une installation de stockage, de récupération de déchets métalliques et de métaux ainsi que de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, sise 484 chemin des Vignes sur la commune de LESCOUT est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai maximum de un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018 susvisé en transmettant un justificatif de remplissage de la réserve d'eau de 60 m³.

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de LESCOUT sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDOINE LESCOUT.

Article 4 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Castres, le 19 JAN. 2022

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY